

# HALTE À LA CASSE DU SERVICE PUBLIC !

**L**ors de son allocution, qui n'était que de l'enfumage médiatique, Emmanuel Macron a confirmé la suppression de 120 000 salariés de la fonction publique.

Aujourd'hui, le contexte de libéralisation s'accompagne de dérèglementations et de réformes générales des politiques publiques. Ces réformes vont à l'encontre de la réponse aux besoins des populations.

**Le Gouvernement s'attaque avec cynisme au fondement même de la fonction publique, issue du Conseil National de la Résistance. C'est un recul historique pour les agents publics, mais aussi et surtout pour les citoyens dans leur ensemble !**

Les politiques d'austérité privent les services publics des moyens de financement nécessaires à leur bon fonctionnement. La raison d'être du service public est la satisfaction de l'intérêt général, la promotion des biens communs et la recherche du progrès social. Il est garant de la cohésion sociale, de l'amélioration des conditions de vie et d'intégration des populations. Le service public est un choix de société.

La solution à la crise économique, sociale et environnementale passe, notamment, par une industrie répondant aux besoins des populations, favorisant les emplois, le pouvoir d'achat et préservant la santé des salariés, comme des citoyens. Ce développement doit permettre, par la relocalisation et l'implantation industrielle, de lutter contre la désertification des territoires. Ceci ne peut se faire sans services publics de proximité.

**La FNIC-CGT l'affirme : « Pas de service public sans industrie et pas d'industrie sans service public » !**

L'industrie structure le territoire en appelant à elle les services publics et services dont elle a besoin. Sa disparition conduit presque toujours à

celle des services publics et à la désertification des territoires. Nous le voyons bien, là où les entreprises industrielles ferment, les emplois induits sont directement menacés, et par effet de conséquence, les services publics de proximité ferment les uns après les autres, la poste, les services fiscaux, les services de santé... L'emploi et les activités industrielles participent à dégager des sources de financement des services et politiques publics.

La dépense publique doit inciter les entreprises à investir dans l'appareil productif, dans la recherche, la formation et l'égalité professionnelle, et non à servir les actionnaires, par le biais des aides publiques.

Dans les hôpitaux publics, l'administration fiscale, le ferroviaire, les plans de restructuration sont prévus pour le plus grand profit des sociétés privées, au détriment du service public, de la population.

**Le projet du gouvernement est destiné à détruire la qualité et la neutralité des services publics, dans leur ensemble.**

**LA FNIC-CGT PORTE LA DÉFENSE DE  
TOUT LE SERVICE PUBLIC, SANTÉ,  
FISCALITÉ, FERROVIAIRE, ETC. ET NON  
CHACUN DANS SON COIN, AVEC UN  
APPEL QUI RASSEMBLE LES SALARIÉS DU  
PRIVÉ ET DU PUBLIC.**

**L'HEURE EST AU  
RASSEMBLEMENT, FAISONS  
CONVERGER LES LUTTES !**